

Nouvelles locales des jeudi 11 et vendredi 12 février 2016

@rib News, 12/02/2016 | Politique - Eriger un monument en hommage aux forces de sécurité tuées, rayer de la liste des fondateurs les anciens chefs d'États, diminuer le nombre des partis politiques, etc., tels sont certains des propos sortis du dialogue interne à Makamba. Le dialogue interne est poursuivi depuis ce jeudi dans le sud du pays dans la province de Makamba. Le président du Sénat, natif de cette province Ruvuvu Ndikuriyo accompagné de l'assistant ministre de l'Intérieur lui aussi de cette province étaient les principaux autorités burundaises qui supervisent ce dialogue.

Pour Ntahiraja Tence assistant du ministre de l'Intérieur, les policiers et militaires Hutu et Tutsi ont été les premiers à sauvegarder la paix et la sécurité dans le pays. Par conséquent, ils ont été les premières victimes à mourir dans la crise que le pays traverse. En tout état de cause, il faut que le gouvernement érige un monument en mémoire des militaires et policiers tués. Il a ajouté qu'il faut rayer de la liste les anciens chefs d'État qui ne participent pas dans les sessions du Sénat alors qu'ils percevaient des gros salaires chaque mois. Selon le président du Sénat, il faut limiter les partis politiques au plus à 3 formations politiques. Il ajoute que les partis politiques qui se sont mal comportés dans les insurrections précédentes sont à exclure comme le parti FIS en Algérie (Front Islamique pour le Salut). Le président du Sénat a considéré les membres de ces partis politiques comme terroristes à traquer. Dans l'Assemblée, d'autre part, il a demandé que ceux qui se sont réfugiés à l'étranger du pays y restent éternellement car ils sont entraînés de consommer l'aide étrangère. Le maître du journalisme a attiré aussi l'attention des participants. Certains trouvent qu'il faut faire du journalisme au Burundi puisque les journalistes ont été parmi les déclencheurs de la crise au Burundi. Pour quelques-uns, le respect des règles, la limitation des mandats et le dialogue inclusif seront des facteurs qui favoriseraient la paix au Burundi. Au chef-lieu de la province de Makamba, toutes les écoles avaient suspendu les cours ce jeudi car les écoles à partir de la 10^{ème} année étaient invitées dans ce dialogue mais le port de l'uniforme était interdit. De même, tous les autres services publics étaient en congé. Ajoutons que le dialogue à Makamba était supervisé par des membres de la CVR qui ont collecté sur papiers, toutes les identités de plus de 5.000 personnes qui se trouvaient au stade de Makamba.

- Plus d'une année est écoulée depuis sa création, le président de la CVR (Commission Vérité et Réconciliation) indique qu'il attend l'adoption du règlement d'ordre intérieur pour la protection des témoins et victimes par l'Assemblée Nationale. Monseigneur Jean Louis Nahimana dit avoir déjà fait des formations pour les commissaires, sensibilisations et des descentes sur terrain pour enquêter des attentes de la population des activités de la CVR. Il affirme que la commission qu'il préside est prête pour entamer ses activités avec le 2^{ème} trimestre de cette année. L'Assemblée de la police burundaise a tenu une conférence de presse ce vendredi après-midi à Bujumbura. Son représentant a indiqué que 60 personnes ont été blessées (dont 9 cas graves) dans des attaques armées et à la grenade, 6 autres personnes ont été tuées dont deux enfants toujours selon ce bilan qui concerne les 9 derniers jours dans la mairie de Bujumbura. Parmi ces blessés, il y a deux policiers et un militaire, a révélé le porte-parole de la PNB, Pierre Nkurukiye. Il a confirmé par ailleurs que lors de fouilles perquisitions menées ces dernières 48h, des armes dont des lance-roquettes et des munitions avaient été saisies à Musaga ce vendredi et Cibitoke, ce jeudi.

- La nuit dernière, un groupe d'hommes armés de kalachnikovs et de pistolets s'est introduit dans le groupement II (Trop 2) du campus de Mutanga de l'Université du Burundi la nuit de ce jeudi à vendredi. Les étudiants indiquent que les individus ont volé des appareils électroniques (ordinateurs et téléphones). Ils ont fait savoir que c'était vers 1h30, et les bandits se sont dirigés vers une chambre dans laquelle se trouvaient des congolais. Ils ont intimidé les occupants d'ouvrir mais ces derniers ont eu peur et se sont cachés sous le lit. Les malfaiteurs ont alors foncé la fenêtre et ont exigé leurs ordinateurs sous menace de tirer. Ils ont ainsi réussi à récupérer les ordinateurs à travers la fenêtre. Les mêmes individus s'en sont pris à une autre chambre d'un même groupement. Ils ont braqué un pistolet sur les occupants d'une autre chambre les accusant de faire de la politique sur le campus. Ils ont ainsi volé un ordinateur et des téléphones. Après leur coup ils sont repartis. C'est la première fois qu'un tel vol se produit dans les enceintes de l'Université du Burundi. Les étudiants craignent pour leur sécurité et sollicitent des mesures de sécurité plus renforcées.

- Une grenade a été lancée ce jeudi soir sur la 11^{ème} avenue dans le quartier de Twinyoni (zone urbaine de Kamenge, nord de Bujumbura). L'engin a explosé à l'endroit appelé "Terminus" à côté de l'arrêt de bus. Le bilan est de 5 blessés dont un policier qui était en tenue civile. Depuis le début de la crise burundaise, la zone de Kamenge est la plus calme.

- Une grenade a été lancée dans la 4^{ème} avenue de la zone urbaine de Buyenzi l'après-midi de ce jeudi. Selon un témoin, l'engin a explosé juste à côté de la principale qui traverse la zone de Buyenzi menant vers le quartier industriel et le grand marché de Ruvumera. Toujours d'après ce témoin, l'explosion a fait entre deux et trois blessés. De son côté, la police a indiqué que 21 personnes ont été blessées dont 9 qui sont dans un état grave. L'auteur de l'attentat circulait à moto. La grenade était dissimulée dans un sachet, d'après des témoignages recueillis sur place.

- Deux personnes, un taxi-motard et son client ont été percutés par un camion de la société de fabrication de farine Azam ce jeudi soir. Le drame s'est produit sur la chaussée Peuple Murundi entre l'église Pentecôte et Le Star-hôtel dans la zone de Buyenzi. Les deux passagers de la moto ont succombé.

- Ce jeudi, le ministre de l'environnement burundais et la Croix Rouge du Burundi ont animé une conférence de presse sur les dégâts occasionnés par les catastrophes climatiques. Ils ont affirmé que depuis le mois de septembre 2015, 31 personnes ont trouvé la mort dans des accidents causés par des inondations ou glissements de terrain au niveau national. De plus, 56 autres personnes ont été blessées, 1600 maisons ont été détruites et plus 6900 hectares de cultures détruits également. Ces chiffres sont donnés par la Croix Rouge du Burundi. Jusqu'en 2030, le gouvernement burundais compte ramener à zéro l'utilisation de l'engrais chimique et planter au maximum 8 milles hectares par an afin de lutter contre les impacts des changements climatiques. Le ministre de l'environnement compte aussi introduire une loi interdisant l'utilisation des sachets plastique et sensibiliser la population sur les activités humaines à la base des changements climatiques.

| Economie - Des commerçants de certains marchés de la Capitale Bujumbura se lamentent de leur activité. Ils disent qu'ils travaillent à perte. Ces commerçants indiquent qu'ils ne trouvent pas de clients. Ils pensent que c'est la cause de la situation de crise que le pays traverse. Ils poursuivent en disant que même leurs

versements journaliers ont sensiblement diminué. Ils ajoutent qu'ils supplient les clients pour qu'ils achettent et cela a des impacts négatifs sur les prix puisque le client qui voit qu'ils sollicité par les vendeurs propose à son tour des prix dérisoires. Ces commerçants précisent que la dévaluation de la monnaie burundaise ne favorise pas leurs affaires puis que le prix des produits a grimpé aux marchés d'approvisionnement.

  Droit de l'Homme - Le nombre des enfants en situation de rue a augmenté dans plusieurs quartiers de la capitale Bujumbura suite à la crise politico-sécuritaire que traverse le pays depuis fin avril 2015. La plupart de ces enfants viennent des zones Kinama, Kamenge, Cibitoke et Buterere. La présidente de l'association bon geste Christine Ntahe explique ce phénomène par la pauvreté dans les familles. Un nombre important de ces enfants ont des parents qui ont perdu l'emploi. Suite à la crise des entreprises ont renvoyé au chômage une bonne partie de leurs employés, d'autres ont revu à la baisse les salaires et ainsi, le commerce est au ralenti. L'association Bon Geste qui accueillait 70 enfants pour les repas de tous dimanches a vu le nombre presque doubler alors que les moyens ont diminué. Les enfants en situation de rue vivent dans l'insécurité physique et alimentaire.

  Enseignement - Après la suppression du petit déjeuner, les étudiants de l'Université du Burundi disent avoir eu des informations sur un projet de supprimer la bourse. L'Université fait face à de graves difficultés financières et apprennent les étudiants dans les coulisses. La plupart des étudiants de cet établissement de formation viennent des familles pauvres à l'intérieur du pays souvent sans aucune parenté à Bujumbura et ainsi, la bourse leur est d'une grande utilité. Si elle est supprimée, la plupart seront dans l'obligation d'abandonner l'université. En outre, la bourse de février qui devrait avoir été perdue le 1er de ce mois n'est toujours pas versée sur les comptes des étudiants. Pour les autorités de l'université rassurent. Dans un communiqué de ce mardi 09 février 2016, elles expliquent qu'elle penchent d'aj  sur la question et que la bourse du mois de février devrait être versée sur les comptes des étudiants très prochainement.

- Les enseignants et tout le personnel du ministère de la Fonction publique attendaient impatiemment la hausse des salaires dans la politique d'harmonisation des salaires promise l'année passée par le ministre des finances dans la loi budgétaire 2016.   la liste de paie du 31 janvier 2016, ils ont été surpris de voir que rien n'a changé sur les salaires de l'année passée. Ils croyaient pourtant à un léger-mieux car le ministre des Finances avait dit qu'il y a des milliards prévus pour harmoniser les salaires à partir de l'année 2016. Selon une source du ministère de la Fonction publique, l'harmonisation des salaires sera faite d'ici quelques jours. Un conseil des ministres sera organisé cette semaine pour décider comment les 20 milliards prévus seront utilisés pour corriger les disparités salariales. Selon un leader du syndicat des enseignants, une commission a été mise en place pour analyser la répartition de ces 20 milliards; le document a été transmis au ministère de la fonction publique. Et d'après toujours ce syndicaliste, l'harmonisation pourra commencer avec la fin du mois de février.

  Santé - à l'hôpital provincial de Kayanza, presque tous les lits sont occupés par des malades qui souffrent de la malaria. Les structures sanitaires de la province de Kayanza ont été dépassées par le nombre des patients. La direction provinciale de la santé a pris la mesure d'organiser des cliniques mobiles pour venir en aide à ceux qui ne peuvent pas venir aux hôpitaux. Selon les chiffres fournis par la direction provinciale de la santé au mois d'octobre à décembre 2015, plus de 161.200 cas de malaria ont été recensés dans la province soit plus de 21.5% de la population. Les chiffres ont presque doublé en comparant ceux du trimestre de juillet à septembre qui étaient au nombre 94000 cas. Sur trois districts sanitaires de la province Kayanza, Gahombo et Musema sont les plus touchés. Les femmes et les enfants sont les plus vulnérables. La direction provinciale de la santé à Kayanza dit que la cause de cette recrudescence de la malaria est l'usage des moustiquaires usées ou mal utilisées par la population de Kayanza. Dans d'autres coins comme Gahombo et Musema la présence des flaques d'eau comme facteur favorisant la surproduction des moustiques est la cause principale de la malaria d'après les autorités sanitaires. Il lance un appel à la population d'amener d'urgence les malades à l'hôpital pour éviter des cas de complication et au gouvernement d'organiser d'autres campagnes de redistribution des moustiquaires imprégnées.